

Première session du Comité préparatoire de la Conférence
des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement
(UNCED), Nairobi, 6 - 31 août 1990

Rapport de la délégation suisse *

1. Objectifs et bases légales

La session avait pour but de déterminer et d'organiser la substance des travaux préparatoires à la Conférence. De ce fait, elle a revêtu une grande importance pour beaucoup de pays, en particulier industrialisés, comme en a témoigné le nombre (700 environ) et, pour certains, le niveau relativement élevé des membres de leur délégation.

Les sujets qui seront traités à UNCED sont déterminés par la résolution 44/228 du 22 décembre 1989 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce sont (sans ordre de priorité):

- a. protection de l'atmosphère: climat, ozone, pollution transfrontière;
- b. protection des ressources en eau douce;
- c. protection des océans, des mers, des zones côtières et utilisation de leurs ressources;
- d. protection et gestion des ressources terrestres, notamment lutte contre la déforestation, la désertification et la sécheresse;
- e. conservation de la diversité biologique;
- f. biotechnologie;

* Délégation suisse:

- A. Kamer, Ambassadeur, Ambassade de Suisse à Nairobi
- C.-G. Ducret, Chef Section environnement, DOI, DFAE
- B. Louis, Ambassade de Suisse à Nairobi
- T. Litscher, Suppléant du Chef de Section environnement, DOI, DFAE
- R. Escher, Section multilatérale, DDA, DFAE

- 2 -

- g. gestion des déchets, notamment des déchets dangereux;
- h. amélioration des conditions d'existence, lutte contre la pauvreté; et
- i. protection des conditions sanitaires pour l'homme.

Pratiquement, le Comité préparatoire (C.P.) est mandaté d'un rôle de caractère directorial : passer en revue, l'un après l'autre, ces thèmes et sous-thèmes, décider dans chaque cas des travaux à entreprendre d'ici 1992, de leurs objectifs et calendriers et régler la délicate question politique de l'ajustement des rôles respectifs des diverses organisations internationales de façon à ce que leurs compétences soient pleinement utilisées pour traiter certains aspects des thèmes de l'UNCED.

2. Organisation des travaux

A l'ouverture de la session il était prévu d'organiser les travaux en 3 phases :

- a. une phase de session plénière du CP, d'une semaine, durant laquelle - au travers des déclarations formelles des délégations - les participants pouvaient "voir de quel côté le vent allait tourner";
- b. une phase de brain-storming (deux semaines) en deux groupes de travail (siégeant en parallèle) :
 - WG I : - atmosphère (climat, ozone, pollution trans-frontière);
 - ressources terrestres (déforestation, désertification, sécheresse);
 - diversité biologique; et
 - biotechnologie.

- 3 -

- WG II: - océans, mers, zones côtières, pollution
d'origine tellurique et ressources biologiques;
- eau douce; et
- gestion des déchets dangereux.

La création d'un troisième groupe de travail sur les questions légales et institutionnelles "and other related matters" a été largement débattue. Sa constitution devrait être décidée lors de la deuxième session du CP.

- c. une phase de synthèse d'une semaine durant laquelle le CP approuverait les rapports des groupes de travail et examinerait les questions horizontales ("cross-sectorial issues") du type mécanismes de financement, transferts de technologie, propriété intellectuelle, etc.

Ce calendrier, néanmoins, n'a pas été complètement tenu puisque les travaux des WG I et II ont largement débordé sur la troisième phase en raison d'une part du nombre, du volume et du poids politique des sujets à traiter et, d'autre part, parce que les débats ont été souvent l'occasion de rediscuter les termes-mêmes de la résolution 44/228, dont certains, restés vagues, permettent des interprétations divergeantes.

3. Débats et décisions prises

Dès la première semaine, donc dans la phase des déclarations liminaires, il est apparu que deux facteurs allaient influencer grandement les travaux. Le premier tenait au fait que la plupart des ministres de l'environnement qui s'étaient trouvés sur place pour la session spéciale du Conseil d'administration du PNUE - convoquée les 3 jours ouvrables précédents (voir rapport du 14 août 1990) - sont restés à Nairobi pour les premiers jours du CP : leurs déclarations, souvent musclées, parfois empruntées d'un sentiment de culpabilité (Scandinaves) et prononcées en

- 4 -

l'absence de "ténors" du développement, ont probablement surdimensionné la composante environnement de la Conférence à un moment où la recherche d'un équilibre politique subtil entre environnement et développement aurait peut-être été cruciale. L'autre facteur a été l'évidence, au cours de ces premiers jours, qu'au delà d'une problématique - finalement assez formelle - entre environnement et développement, se dessinait déjà une re-définition des rapports Nord-Sud sur un échiquier nouveau, l'environnement planétaire, où les pays industrialisés ne détiennent qu'un nombre restreint de pièces maîtresses.

Dès lors, les travaux des WG I et II ont été très peu techniques et les discussions sont souvent devenues des exercices politiques Nord/Sud sur une toile de fond de problèmes planétaires. C'est dire combien chaque phrase, chaque mot des projets de décisions ont été négociés d'abord en groupes régionaux, puis en sous-groupes de travail, puis en sessions informelles, puis en sessions plénières des groupes de travail et enfin en plénière du CP. Certaines décisions, comme celle relative au changement climatique, ont ainsi connu jusqu'à 6 moutures successives.

Durant les négociations, la césure pays industrialisés - pays en développement a été assez nette, mais avec des nuances. Parmi les industrialisés, se trouvait un noyau assez dur constitué par la Communauté (présidence italienne), le Japon et les Etats-Unis, alors que les Nordiques ont adopté, dans bien des domaines, des positions plus souples, de même que l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande. Au début des travaux, le G-77 a paru assez monolithique, mais, au cours des négociations, des fissures sérieuses sont apparues et, à plusieurs reprises, le groupe s'est dissocié. Ainsi deux tendances principales ont vu

- 5 -

le jour : d'une part, la majorité des Latino-américains et certains pays asiatiques (Chine, Malaisie) se sont montrés généralement disposés à trouver des compromis et, d'autre part, des pays du Magreb (Mauritanie, Algérie, Tunisie), l'Inde et certains pays d'Afrique sub-saharienne ont adopté des positions plus dogmatiques et moins conciliantes.

Au moins deux autres éléments ont joué un rôle non négligeable dans les travaux : la présence à Nairobi d'un nombre important de "félins politiques" en poste à New York et à Genève entraînés aux négociations circonvoilées et aux manoeuvres byzantines de l'Assemblée générale, de l'ECOSOC et de la CEE/ONU. Ainsi, des pays ont pu jouer des rôles politiques sans commune mesure avec leur importance diplomatique (Mauritanie, par exemple). Par ailleurs, la lassitude, la fatigue, voire le froid qui régnait dans les salles de conférence, ont érodé la résistance de certains délégués : neuf à dix ou douze heures de négociations journalières finissent par épuiser ceux qui jouent le rôle de porte-parole. Ainsi, l'Ambassadeur de Bolivie, porte-parole des 77, a connu en fin d'une session nocturne, une phase de découragement qui lui a fait abandonner d'un coup et sans concession une série de positions qu'il défendait depuis plusieurs heures.

Comme à la session spéciale du Conseil d'administration du PNUE, les points les plus délicats et les plus discutés ont été sans rapport direct avec l'environnement et le développement mais qui restent ceux qui sous-tendent toute action : mécanisme de financement, principe d'additionnalité, transferts de technologies "sur une base de nature non-commerciale, préférentielle et concessionnelle" (G-77), protection de la propriété intellectuelle (biotechnologie), gestion des déchets nucléaires ou encore la participation des organisations non-gouvernementales aux travaux du CP. A relever également,

- 6 -

l'accent mis par de nombreuses délégations (dont la Suisse) sur la nécessité de renforcer les institutions nationales et de promouvoir l'éducation et la formation professionnelle.

Sans entrer dans le détail des décisions qui ont été prises (voir para. suivant), deux points d'ordre général sont à relever :

- a. les domaines de l'UNCED sont d'ordre planétaire en raison de leurs interactions; dans un bon nombre d'entre eux, néanmoins, comme la protection des mers et des zones côtières, des ressources en eaux douces, la déforestation, la désertification et la pollution de l'air transfrontière, des solutions au niveau régional seront de mise. Ce constat aura des répercussions sur la mise en oeuvre du principe de l'additionnalité des ressources - par rapport aux fonds d'aide au développement - pour traiter des problèmes mondiaux d'environnement, et ce d'autant plus que les pays en développement ont, de façon répétée, indiqué leur opposition à voir l'additionnalité être liée à une nouvelle conditionnalité.
- b. s'agissant des instruments juridiques, le "réflexe" immédiat consisterait à les multiplier pour traiter des nombreux aspects de la Conférence. Toutefois, au cours des débats, il est apparu que le renforcement et/ou l'ajustement des instruments existants étaient souhaitables. Dans ce contexte, la Convention de Bâle a été fréquemment mentionnée. Par ailleurs, les pays en développement semblent préféré l'élaboration de "codes de conduite" qui sont plus rapidement mis au point et s'avèrent moins contraignants.

Le projet de décision "environnement et développement" proposé initialement par la Bolivie au nom du G-77 et qui a été négocié très longuement et de façon serrée, illustre à la fois la nature délicate d'une approche intégrée des aspects de développement et d'environnement et toute la problématique Nord/Sud qui sous-tend la Conférence.

Les 19 décisions suivantes ont été adoptées par le CP et figurent en annexe I (une dizaine d'autres décisions ont été adoptées mais n'ont qu'une importance mineure: dates de réunions futures, etc.):

- environnement et développement
- transfert de technologie
- ressources financières
- sources nouvelles et renouvelables d'énergie
- questions horizontales (cross-sectoral issues)
- coopération en matière de transfert de technologie et de ressources financières
- éducation
- changement climatique
- ozone
- pollution de l'air transfrontière
- déforestation
- perte des sols, désertification et sécheresse
- diversité biologique
- biotechnologie
- océans, zones côtières, ressources biologiques
- ressources en eau douce
- gestion des déchets, des produits chimiques toxiques et leur commerce illégal
- ordres du jour des prochaines sessions des WG I et II

Le texte de la déclaration suisse prononcée durant la phase d'ouverture du PC figure en annexe II. La délégation suisse a participé aux négociations de presque toutes ces décisions.

4. Prochaines réunions et travaux prévus

Les deux prochaines sessions du CP se tiendront à Genève :

CP II : 18 mars - 5 avril 1991 avec extension possible
jusqu'au 12 avril

CP III: 12 - 30 août 1991 avec extension possible jusqu'au
4 septembre

L'ordre du jour du CP II figure en annexe III.

Pour ces deux sessions, deux types de travaux sont prévus :

a. au niveau international : la préparation d'une impressionnante série de rapports a été confiée au Secrétaire-général d'UNCED. Certains sont de simples documents d'information décrivant p. ex. l'état d'avancement des négociations dans un domaine déterminé, mais d'autres sont des analyses et des recommandations de politiques dont l'élaboration sera délicate et difficile. Etant donné le peu de temps disponible (environ 6 mois) d'ici au CP II, il est probable que ces documents ne seront disponibles que dans les jours qui précéderont la session.

b. au niveau national : des rapports de pays (annexe IV) seront préparés au plus tard pour juin 1991 sur la base de lignes directrices. Ces documents serviront aux travaux des CP III et IV. Là aussi, les administrations nationales n'auront que 10 mois au plus pour terminer leurs rapports nationaux.

Le CP IV se tiendra à New York au début de 1992. La Conférence elle-même aura lieu à Rio de Janeiro du 1er au 12 juin 1992. Les délégations seront présidées par les Chefs d'Etat ou de Gouvernement.

5. Appréciation générale et implications pour la Suisse

La session a été dense et difficile en raison des enjeux politiques, stratégiques et économiques des décisions que le CP devait prendre. De plus, la réunion a eu beaucoup de difficultés à trouver, après les interventions principalement orientées vers la protection de l'environnement des premiers jours, une zone d'équilibre entre environnement et développement. Cette difficulté a amené les parties en présence - mais surtout le G-77 - à adopter des positions parfois extrêmes et que l'on savait inacceptables par les autres partenaires. Néanmoins, au delà des démarches apparemment anodines mais lourdes d'arrière-pensées, des manoeuvres millimétriques de négociations et des formules alambiquées dans le plus pur style onusien, il est ressorti une nette volonté politique d'agir. Une de ses premières manifestations a été la décision - à notre connaissance sans précédent aux Nations Unies - de supprimer tous les considérants aux projets de décisions : les négociations se sont donc concentrées sur les éléments opérationnels. Ainsi, les décisions du CP y ont gagné en densité et acquis un caractère "business-like".

Une autre caractéristique des décisions du CP est le recours massif aux organisations internationales : 20 sont nommément citées et il faut leur ajouter les multiples références aux "other relevant international organizations". Si l'on ne peut qu'applaudir à cet effort, assumer une telle coordination va s'avérer une tâche non négligeable.

- 10 -

La Conférence de 1992 devrait contribuer à redéfinir au plus haut niveau politique (puisqu'elle se tiendra au niveau des Chefs d'Etats) les relations Nord/Sud. Ce ne sera donc ni une conférence sur l'environnement, ni une conférence sur le développement, mais un acte de politique étrangère où l'on devrait reconnaître le principe du partage d'une planète commune et la nécessité d'un certain nombre de règles et de conventions de bon voisinage pour en assurer la pérennité.

D'ici là, restent 22 mois, moins si l'on prend en compte qu'il faudra quelques temps pour mettre en oeuvre un "mécanisme 1992" et que bien des préparatifs devront être achevés quelques mois avant la Conférence. C'est très peu face à l'importance des tâches à accomplir tant au niveau international (élaboration de conventions, déclarations, chartes, codes de conduite et autres instruments légaux) qu'au niveau national : rédaction des rapports nationaux et surtout négociations des textes se rapportant aux 15 domaines identifiés dans la résolution 44/228 (climat, ozone, pollution de l'air transfrontière, eaux douces, océans, ressources biologiques, déforestation, désertification, sécheresse, biodiversité, biotechnologie, déchets dangereux, leur commerce illégal, habitat et santé) et recoupant une série de domaines horizontaux comme le financement international, le transfert de technologie et la propriété intellectuelle, l'éducation, etc. sans compter la participation, contestée par certains, d'organisations non-gouvernementales, des syndicats, des milieux industriels et d'autres encore aux travaux préparatoires d'UNCED.

Il faut reconnaître qu'en Suisse, la dimension ainsi que les tenants et aboutissants de cette Conférence nous prennent un peu de court alors que d'autres pays ont déjà mis sur pied des entités administratives parfois importantes pour la

- 11 -

préparer (p. ex. un secrétariat employant une vingtaine de personnes à plein temps en Suède). A cet égard, il devient essentiel que, face aux nombreuses réunions internationales qui ne manqueront pas d'être convoquées d'ici juin 1992, la Suisse présente des positions concordantes et élaborées avec soin en raison de leurs implications juridiques et économiques.

Par ailleurs, il n'est plus plausible ni souhaitable - eu égard aux multiples implications d'UNCED - que le DFAE continue à préparer seul une Conférence de cette importance (exception : un des 15 thèmes, le climat, est traité par un Groupe interdépartemental). Ainsi, une concertation, au moins au sein de l'administration fédérale, et de facto une coordination seront donc indispensables si nous voulons maintenir une ligne de politique étrangère cohérente au travers des sujets qui seront abordés à la Conférence. A notre avis, il serait souhaitable d'associer étroitement à l'élaboration des positions que la Suisse sera amenée à présenter ou à défendre lors des préparatifs d'UNCED, les milieux économiques, et un certain nombre d'organisations nationales, professionnelles et scientifiques touchant tant au développement qu'à l'environnement.

Annexes: I : Décisions substantielles prises par le CP
II : Déclaration suisse
III : Ordre du jour du CP. II
IV : Note sur les rapports nationaux.



General Assembly

Distr.
LIMITEDA/CONF.151/PC/
30 August 1990

Original: ENGLISH

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE
UNITED NATIONS CONFERENCE ON
ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT
First session
Nairobi, 6-31 August 1990
Agenda item 2

PREPARATIONS FOR THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND
DEVELOPMENT ON THE BASIS OF GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION 44/228
AND TAKING INTO ACCOUNT OTHER RELEVANT GENERAL ASSEMBLY RESOLUTIONS

Draft decision submitted by the Chairman on
the basis of informal consultations held
on draft decision A/CONF.151/PC/L.12

Environment and development

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on
Environment and Development:

(a) Requests the Secretary-General of the United Nations Conference on
Environment and Development, in collaboration with the relevant organs,
organizations and bodies of the United Nations system, to submit to the
Preparatory Committee at its second session a progress report underlining the
close interrelationship between development and environment, in accordance
with General Assembly resolution 44/228 of 22 December 1989 and other relevant
United Nations resolutions and taking due account of the provisions of the
Declaration on International Economic Co-operation, in particular the
Revitalization of Economic Growth and Development of Developing Countries,
adopted by the General Assembly in resolution S-18/3 of 1 May 1990, as well as
of, inter alia, the following elements:

* Ce document n'est pas un document de l'Assemblée générale, mais
une compilation des textes adoptés.

- (i) The relationship between poverty and environmental degradation,
 - (ii) The relationship between demographic pressures and sustainable consumption patterns and environmental degradation,
 - (iii) The relationship between the lack of economic growth in most developing countries and the degradation of the environment,
 - (iv) The relationship between inappropriate patterns of growth and development and the degradation of the environment,
 - (v) The relationship between the external indebtedness of developing countries and the phenomenon of net transfers of resources from developing to developed countries and their ability to contribute fully and in accordance with their capacities and responsibilities to global efforts to protect and enhance the environment,
 - (vi) The relationship between the international economic climate, including the need to reverse the terms of trade when these are unfavourable to developing countries, and the degradation of the environment,
 - (vii) The relationship between environment, development and market mechanisms,
 - (viii) The relationship between economic and social conditions at the national and international levels and the protection of the environment,
- (b) Further requests the Secretary-General of the Conference, in the documents and reports he may submit during the entire preparatory process for the Conference, to keep a balance between development and environment, both in the developmental sectors and in the environmental fields, and to include cross-sectoral issues with the other elements in the form of a matrix.

Transfer of technology

The Preparatory Committee, having considered the report of the Secretary-General of the Conference concerning the subject of technology transfer (A/CONF.151/PC/5, annex II, section II) and bearing in mind the relevant provisions of General Assembly resolution 44/228 of 22 December 1989, requests the Secretary-General of the Conference to prepare for consideration by the Preparatory Committee at future sessions a more detailed study that would:

- (a) Elucidate the concept of environmentally sound technology and clarify the process by which such technology is transferred,

- (b) Examine the technological needs of developing countries;
- (c) Examine the needs of developing countries for training of their personnel in order to enable those countries to adapt and accept the transfer of environmentally sound technology;
- (d) Examine the obstacles, on both the exporting and importing sides, that impede the transfer of environmentally sound technology;
- (e) Examine the adequacy of existing modalities and programmes for the transfer of environmentally sound technology;
- (f) Examine what new mechanisms are needed and their financial implications;
- (g) Provide examples of case-studies of success and failure;
- (h) Examine the potential for regional and subregional co-operation;
- (i) Review the implications for this issue of the outcome of the Uruguay Round of multilateral trade negotiations.

Financial resources

The Preparatory Committee, having considered the report of the Secretary-General of the Conference concerning the subject of financial resources (A/CONF.151/PC/5 annex II, section I), and bearing in mind the relevant provisions of General Assembly resolution 44/228 of 22 December 1989, requests the Secretary-General of the Conference to continue to study the issue and to report further to the Preparatory Committee at its second session.

New and renewable sources of energy

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development invites the Committee on the Development and Utilization of New and Renewable Sources of Energy to make available to the Secretary-General of the Conference studies relevant to the preparatory process for the Conference, to consider appropriate action, including funding and technology transfer within its area of competence, and within existing financial resources, not excluding voluntary contributions, and to submit a report to the Preparatory Committee at its fourth session.

Cross-sectoral issues

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development:

- (a) Invites the Commission on Human Settlements, when considering the theme "Human settlements and sustainable development" at its thirteenth session, in 1991, and in its other activities, to pay special attention to the

agenda and mandate of the Conference as given in General Assembly resolution 44/228 of 22 December 1989, with particular reference to the living and working environment of the poor in urban slums and rural areas, in order to make a substantive contribution to the preparatory process for the Conference;

(b) Invites the World Health Organization, in co-ordination and consultation with the Secretary-General of the Conference, to contribute specific suggestions on the health dimension of environmental problems for further consideration in the preparatory process;

(c) Requests the Secretary-General of the Conference to take up specific studies on the relationship between economic policy and environmental policy, and also on economic and environmental indicators, drawing on studies undertaken by relevant international organizations;

(d) Requests the Secretary-General of the Conference to prepare a paper on the need to harmonize developmental objectives and sustainability and environmental considerations in deliberations on international economic policy without adding new forms of conditionality or unjustified barriers to trade, as indicated in General Assembly resolution 44/228, section I, paragraphs 15 (h) and (i), bringing out specific issues for consideration by the Preparatory Committee;

(e) Requests the Secretary-General of the Conference to co-ordinate and consult with the United Nations Educational Scientific and Cultural Organization and other relevant organizations in order to develop proposals on environmental education and public awareness for consideration by the Preparatory Committee.

Co-operation on transfer of technology and
financial resources to developing countries

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development requests the Secretary-General of the Conference to submit to it at its second session a progress report on the implementation of relevant provisions of General Assembly resolution 44/228 of 22 December 1989 related to financial resources and transfer of technology, in particular those of paragraphs 15 (j), (k) and (m) of section I.

Environmental education and development

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development requests the Secretary-General of the Conference to draw upon the competence of the organs, organizations and bodies of the United Nations system concerned and other relevant organizations, in exploring measures to promote public awareness and education on environment and

development, especially of the younger generation, as well as other measures to increase awareness of the risks and possible responses with regard to the issues addressed by Working Group I.

Climate change

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development:

(a) Requests the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development to follow closely the work that the Intergovernmental Panel on Climate Change will undertake in future, in full compliance with decision SS.II/3B of 3 August 1990 of the Governing Council of the United Nations Environment Programme and resolution 2.6/1(EC-XLII) of 22 June 1990 of the Executive Council of the World Meteorological Organization; the negotiations supported by the United Nations Environment Programme and the World Meteorological Organization on a framework convention on climate change and related legal instruments, as appropriate; the Second World Climate Conference, and other major related meetings that will take place between the first and second sessions of the Preparatory Committee, and to prepare a report that analyses and synthesizes the results of those activities and makes recommendations thereon;

(b) Also requests the Secretary-General of the Conference, on the basis of the report requested in subparagraph (a) of the present decision, to make recommendations concerning the contribution of the Preparatory Committee to the negotiating process for a framework convention on climate change and related legal instruments, as appropriate, taking into account the development objectives of developing countries, and including the integration of the developmental and cross-sectoral objectives identified in General Assembly resolution 44/228 of 22 December 1989 and, in particular, in paragraph 8 of the resolution adopted by the Preparatory Committee at its organizational session, 1/ without prejudice to the decision to be taken by the General Assembly at its forty-fifth session recommending ways, means and modalities for further pursuing these negotiations;

(c) Further requests the Secretary-General of the Conference to draw on, inter alia, the work of competent organs, organizations and bodies of the United Nations system, and other relevant organizations, in initiating appropriate work to estimate the cost, in particular to developing countries,

1/ See A/44/48 and Corr.1 and 2, para. 56.

-6-

of adopting measures to limit possible climate change and mitigate its adverse effects, in accordance with the objectives of General Assembly resolution 44/228, as contained in its relevant paragraphs, and to report thereon to the Preparatory Committee at its second session.

Ozone depletion

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development:

(a) Invites States that have not yet done so to accede to or ratify the Vienna Convention for the Protection of the Ozone Layer and the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer;

(b) Requests the secretariat of the United Nations Conference on Environment and Development to co-operate with the United Nations Environment Programme and the World Meteorological Organization in evaluating the need for any additional action to be taken by the Preparatory Committee to support the ongoing work within the framework of the Vienna Convention and the Montreal Protocol, and requests the Secretary-General of the Conference to report on this question to the Preparatory Committee at its third session;

(c) Also requests the Secretary-General of the Conference, in co-operation with the United Nations Environment Programme, to report to the Preparatory Committee on the effectiveness of the implementation of the clauses relating to financial co-operation and transfer of technology to developing countries, contained in the Montreal Protocol as amended by the Second Meeting of the Parties to the Protocol, held in London from 27 to 29 June 1990.

PROTECTION OF THE ATMOSPHERE: TRANSBOUNDARY AIR POLLUTION

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development:

(a) Invites countries that have the necessary experience and know-how, particularly industrialized countries, and the Economic Commission for Europe to share with interested developing countries, regional commissions and organizations their experience in addressing the problems of transboundary air pollution;

(b) Invites the appropriate bodies of the United Nations system to consider the need to develop response options, upon request, for those regions that have not as yet taken measures to limit emissions that cause transboundary air pollution;

(c) Requests the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development to prepare for the third session of the Preparatory Committee a report on the subject of transboundary air pollution, stressing that international co-operation is needed to enable developing countries to effectively monitor and assess transboundary air pollution; therefore, the report should address the technology transfer, training and additional financial resources that could be required to achieve this objective.

Combating deforestation

1. The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development recommends that discussions on the protection and sustainable management of boreal, temperate, subtropical and tropical forest ecosystems must be well co-ordinated and compatible with other possible types of action related to the reduction of emissions of greenhouse gases, protection of biological diversity, rational utilization of biological resources and improvement of market conditions for timber and timber products that might be taken by the Food and Agriculture Organization of the United Nations, the United Nations Environment Programme, the World Meteorological Organization and the International Tropical Timber Organization in connection with conventions on climate change and on biological diversity and other relevant agreements.
2. The Preparatory Committee requests the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development to prepare for the second session of the Preparatory Committee, with the assistance of relevant international organizations and in close consultation with Governments, recognizing their sovereignty over their natural resources within their territories, a comprehensive report on the following:
 - (a) Status of boreal, temperate, subtropical and tropical forest cover and its loss due to deforestation, acid rain and air pollutants, fire, desertification and other causes, and efforts towards reforestation, afforestation and sustainable forest management;
 - (b) Assessment of the role of forests as:
 - (i) An important source of energy and timber for rural communities in developing countries;
 - (ii) Sinks of greenhouse gases, which may contribute to preventing possible climate change;
 - (iii) Habitats of biological diversity;

- 8 -

(c) Alternative sources of energy and energy-efficient devices to combat deforestation arising from heavy dependence on fuelwood;

(d) Quantification of the economic value of forests in terms of their multiple uses;

(e) Socio-economic impact on timber-exporting countries of trade restrictions, including bans on imports of timber and timber products;

(f) Outcome of all discussions and reports by the Food and Agriculture Organization of the United Nations, the United Nations Environment Programme, the World Meteorological Organization and the International Tropical Timber Organization in fields related to forestry;

(g) Compilation of information pertaining to the transfer of technology on the basis of the objectives set in General Assembly resolution 44/228 of 22 December 1989;

(h) Linkages between the international economic environment and poverty and their effects on forest land use, and to suggest to the Preparatory Committee at its second session options for the co-ordination of national, regional and international action on forests.

3. The Preparatory Committee invites:

(a) The Food and Agriculture Organization of the United Nations to take these considerations into account in preparing for the meeting of its Committee on Forestry in September 1990, the ninety-eighth session of its Council in November 1990, and the review of the Tropical Forestry Action Plan;

(b) The United Nations Environment Programme and the World Meteorological Organization to take these considerations into account in their preparations for negotiating a framework convention on climate change;

(c) The United Nations Environment Programme to take these considerations into account in preparing an international legal instrument on biological diversity;

(d) The International Tropical Timber Organization to take these considerations into account in preparing for the next meeting of its Council in November 1990 and the revision of the International Tropical Timber Agreement foreseen for 1992.

Soil loss and desertification and drought

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development:

(a) Emphasizes the necessity of further action by the competent organizations of the United Nations system, especially the Food and

-9-

Agriculture Organization of the United Nations and the United Nations Environment Programme, in monitoring and assessing soil degradation as well as in strengthening the formulation and implementation of national soil policies;

(b) Requests the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development to keep the Preparatory Committee informed on the preparations for and the outcome of the FAO/Netherlands Technical conference on Agriculture and Environment - Strategies and Tools for Sustainable Agricultural Development, to be held in April 1991;

(c) Invites the Food and Agriculture Organization of the United Nations to include in its preparations for a strategy for sustainable agriculture, measures to avoid and combat land degradation, with due consideration to the wide range of socio-economic and interdisciplinary issues involved and to report on the progress made to the Preparatory Committee at its second session through the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development;

(d) Requests the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development to examine and report on ongoing and future regional co-operation efforts in support of national programmes and plans for projects, including those at the community level, that address land resource problems in a fully integrated development context;

(e) Requests the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development, in close collaboration with the United Nations Development Programme, the United Nations Environment Programme, the Food and Agriculture Organization of the United Nations, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, the United Nations Sudano-Sahelian Office, the World Bank and the International Fund for Agricultural Development, and other relevant international organizations to prepare an analysis on alternative sustainable systems of production on marginal lands and the relation between intensive and extensive agriculture and land degradation;

(f) Invites the United Nations Environment Programme to implement urgently the provisions of paragraphs 6 and 7 of General Assembly resolution 44/172 A of 19 December 1989 related to the progress achieved in the implementation of the Plan of Action to Combat Desertification;

(g) Requests the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development, in consultation with the United Nations Development Programme, the United Nations Environment Programme, the United Nations sudano-Sahelian Office, the World Bank, the International Fund

- 10 -

for Agricultural Development, the Food and Agriculture Organization of the United Nations, the United Nations Educational, Cultural and Scientific Organization and other appropriate regional, intergovernmental and non-governmental organizations to report on the results achieved, the control measures applied and the financial and technical support given in the implementation of the Plan of Action to Combat Desertification and the need for further international co-operation that might be required in combating drought and desertification and to submit this report to the Preparatory Committee at its third session for further consideration;

(h) Invites the United Nations Environment Programme, in collaboration with relevant organizations of the United Nations system, to initiate work on the monitoring, assessment and implementation of the control measures in the Plan of Action to Combat Desertification;

(i) Requests the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development to follow closely the drought monitoring and research activities currently being undertaken by the World Meteorological Organization, the United Nations Environment Programme, the United Nations Sudano-Sahelian Office, the Food and Agriculture Organization of the United Nations and other relevant organizations, inter alia the Sahel-Sahara Observatory and report to the Preparatory Committee at its third session on the status of such activities and make recommendations on how the Preparatory Committee can support these very important initiatives;

(j) Also requests the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development to prepare a comprehensive study on ways and means of expanding reforestation activities as a means of combating land degradation and desertification.

Conservation of biological diversity

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development:

(a) Requests the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development to follow closely the work of the Ad Hoc Working Group of Experts on Biological Diversity, established under the auspices of the United Nations Environment Programme, on the negotiations of an international legal instrument on biological diversity concerning the protection of biological diversity and the rational use of biological resources within a broad socio-economic context, including the work of the Sub-Working Group on Biotechnology, as well as the relevant work of the Food

- 11 -

and Agriculture Organization of the United Nations, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, the International Union for Conservation of Nature and Natural Resources and other intergovernmental and non-governmental organizations,

(b) Further requests the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development to report to the Preparatory Committee at its second session on the status of the negotiations, to analyse the results achieved and to make recommendations thereon.

Environmentally sound management of biotechnology

The Preparatory Committee of the United Nations Conference on Environment and Development requests the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development:

(a) To follow closely the progress in the work undertaken by the UNIDO/UNEP/WHO/FAO informal working group on safety in biotechnology, as well as that of the Organisation for Economic Co-operation and Development and other relevant international organizations, with a view to expediting the elaboration of basic guidelines on safety in biotechnology and facilitating the preparation of an international code of conduct, also, taking into account, inter alia, the work of the sub-working group on biotechnology set up by the Ad Hoc Working Group of Experts on Biological Diversity at its third session in July 1990, and to submit a report to the Preparatory Committee at its third session on the progress of the work;

(b) To report on the progress in the deliberations within the framework of the ongoing work of the United Nations Environment Programme on an international legal instrument on biological diversity;

(c) To prepare for the third session of the Preparatory Committee a report on the methodologies and procedures that could be used internationally to assess biotechnology risks, inter alia to human health and the environment and the impact on socio-economic conditions;

(d) To prepare for the third session of the Preparatory Committee a report on the role of the private sector, particularly the role of transnational corporations, in promoting, applying and transferring biotechnology, in consultation with the United Nations Centre on Transnational Corporations and other relevant international bodies.

-12-

Protection of the oceans and all kinds of seas, including enclosed and semi-enclosed seas, and coastal areas and the protection, rational use and development of their living resources

1. The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development requests the Secretary-General of the Conference, drawing in particular upon the views expressed at the first session of the Preparatory Committee and upon the expertise available in the United Nations Environment Programme and all other relevant bodies, and taking account of all relevant paragraphs of resolution 44/228, to submit to the Preparatory Committee at its second session a comprehensive report with recommendations for action covering the following areas:

(a) Establishment of mechanisms for endogenous capacity building and human resources development, including measures to support the strengthening of the institutional capacities of developing countries to address ocean and sea-related issues;

(b) Measures to strengthen technical co-operation, both between developed and developing countries and among developing countries, for the development and strengthening of capacities of developing countries for identifying, analysing, monitoring, managing and preventing environmental problems and for developing their natural resources in the pursuit of sustainable development;

(c) Establishment, as appropriate, of early-warning systems for oil-spill and hazardous chemical substance emergencies and of mechanisms for notification and for mobilization of appropriate assistance on request in such cases;

(d) Measures to expand and strengthen national, regional and international data gathering, evaluation and monitoring systems and information exchange mechanisms;

(e) Promotion of public awareness and education campaigns, inter alia, through non-governmental organizations, to foster a better appreciation of the problems facing the marine and coastal environment;

(f) Linkages between oceans and seas and the issues of possible climate change and biological diversity;

(g) The impact of possible climate change on small island ecosystems and vulnerable coastal areas;

- 13 -

(h) Pollution-related problems and status of living marine resources in all marine regions, including specific seas and polar regions, as appropriate;

(i) Measures to strengthen regional, subregional and interregional co-operation programmes, including the Regional Seas Programme of the United Nations Environment Programme, which have proved effective and viable mechanisms in dealing, inter alia, with pollution-related problems;

(j) The effectiveness and feasible strengthening of existing international institutions, the effectiveness and status of implementation of existing legal instruments and the identification of gaps in existing mechanisms for the protection of the marine environment;

(k) Promotion and application of the precautionary approach, as appropriate, and use of incentives and disincentives to promote clean production methods to combat marine pollution;

(l) Effectiveness of national, regional and international efforts to deal with marine pollution from all sources and of measures in support of those efforts, including:

(i) Development of national port infrastructure for the collection and disposal of wastes;

(ii) Measures to strengthen or establish facilities for waste and used-water treatment;

(m) Integrated management for the development of coastal areas and maritime zones under national jurisdiction, providing an appropriate balance between environmental and developmental requirements and, to this end, development of integrated management techniques, including environmental impact assessment;

(n) The effectiveness of existing international institutions, the effectiveness and status of implementation of existing legal instruments and the identification within appropriate forums of gaps in existing mechanisms for the protection, rational use and development of living marine resources, including the living resources of the high seas, taking into account the results of the 1984 World Conference on Fisheries Management and Development as well as the Third United Nations Conference on the Law of the Sea;

(o) The impact of large-scale harvesting, new fishing technologies and fishing technologies incompatible with the sustainable management of living marine resources, taking into account General Assembly resolution 44/225 of 22 December 1989 on large-scale pelagic driftnet fishing;

(p) Appropriate measures for the conservation, rational use and sustainable development of the living resources of the high seas and the protection of their ecosystems;

-14-

(q) Means of protecting or rehabilitating living marine resources and their habitats, including mangroves and coral reefs, taking into account the ongoing work of the United Nations Environment Programme towards a legal instrument on biological diversity and that of its Regional Seas Programme;

(r) Updating of studies on the status from 1972 onward, of whales, other marine mammals and any endangered marine species.

2. The Preparatory Committee invites the International Maritime Organization in co-operation with the States parties to the London Convention on the Prevention of Marine Pollution by Dumping of Wastes and Other Matter to consider initiating work to strengthen the régime curbing dumping at sea, taking into consideration all relevant paragraphs of the Bergen Ministerial Declaration on Sustainable Development in the ECE region 1/ and the outcome of the deliberations of the other regional commissions due to hold regional conferences in preparation for the United Nations Conference on Environment and Development.

3. The Preparatory Committee invites the United Nations Environment Programme, the Intergovernmental Oceanographic Commission of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the World Meteorological Organization to study ways and means of strengthening observation systems to protect oceans, inter alia, through the establishment of a global ocean observation system. 2/

4. The Preparatory Committee invites the United Nations Environment Programme, in co-operation with relevant organizations of the United Nations system, including the Office for Ocean Affairs and the Law of the Sea of the United Nations Secretariat, to consider making an evaluation of proposals for the further development of scientific, technical and financial co-operation for the protection of the marine environment from land-based sources of pollution.

5. The Preparatory Committee requests the Secretary-General of the Conference to follow closely the work of the intergovernmental meeting of experts to be held in Canada in the first half of 1991, in co-operation with the United Nations Environment Programme, the Intergovernmental Oceanographic

1/ A/CONF.151/PC/10, annex I.

2/ See decision XV/4 of 19 July 1989 of the Assembly of the Intergovernmental Oceanographic Commission.

- 15 -

Commission of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the Office for Ocean Affairs and the Law of the Sea of the United Nations Secretariat, to develop general principles for the protection of the marine environment from land-based sources of pollution and, as appropriate, to report on the results of this meeting relative to the work of the Conference to the Preparatory Committee at its third session.

6. The Preparatory Committee invites the United Nations Environment Programme, in co-operation with relevant organizations of the United Nations system, to consider undertaking an evaluation of the 1985 Montreal Guidelines for the Protection of the Marine Environment from Land-based Sources of Pollution, ^{3/} where appropriate, and taking into consideration existing regional arrangements.

7. The Preparatory Committee also invites the organs and programmes referred to in paragraphs 2 to 6 of the present decision to carry out the tasks indicated as part of the preparatory process for the United Nations Conference on Environment and Development, in consultation with the Secretary-General of the Conference, and requests him to report on progress to the Preparatory Committee at its third session.

Protection of the quality and supply of freshwater resources

1. The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development requests the Secretary-General of the Conference drawing, in particular upon the views expressed at the first session of the Preparatory Committee and upon the expertise available in the United Nations Environment Programme and all other relevant bodies, and taking into account all relevant paragraphs of General Assembly resolution 44/228 of 22 December 1989, to submit to the Preparatory Committee at its second session a progress report with recommendations for action covering the following areas:

(a) Linkages between freshwater resources and other issues dealt with by the Working Groups, as well as the interconnections with various human activities, including agriculture, forestry, energy production, human settlements and industry, and other intersectoral aspects identified in General Assembly resolution 44/228,

(b) Development of measures for the protection and sustainable use of living freshwater resources, including those in ecologically sensitive areas, similar to the measures that exist for living marine resources,

(c) Protection for sustainable and equitable use, where appropriate, of transboundary freshwater resources and international lakes,

^{3/} See the United Nations Environment Programme, Marine Pollution from Land-based Sources, Environmental Law Guidelines and Principles, No. 7.

-16-

(d) Application of integrated approaches to the development, management and use of water resources and of preventive as well as remedial approaches to pollution control;

(e) Ways and means of strengthening and extending monitoring and assessment of and research on both the quantity and quality of freshwater resources;

(f) Formulation of methods for integrating environmental and developmental factors in the development and sustainable use of freshwater resources;

(g) Identification of the obstacles that impede the adequate supply, availability and quality of fresh water, including drinking water, in developing countries;

(h) Measures for human resources development in all areas related to freshwater resources, including education, public awareness and training, as well as the development of endogenous technological capacity;

(i) Measures to strengthen global, regional and local institutional capacities, including those in the area of science and technology, to address freshwater resource issues.

2. The Preparatory Committee invites the Food and Agriculture Organization of the United Nations to consider including sustainable use of water resources in agriculture as an important element of its preparation of a strategy for sustainable agriculture, and requests the Secretary-General of the Conference to keep the Preparatory Committee informed of progress in this area.

3. The Preparatory Committee also invites all relevant organizations of the United Nations system involved in the preparation for the International Conference on Water and the Environment to consider within their respective areas of competence, and based, inter alia, on the new strategy for the 1990s for the implementation of the Mar del Plata Action Plan 1/ and the strategy for follow-up of the International Drinking Water Supply and Sanitation Decade, and to make major efforts towards further development of, scientific, technical and financial co-operation for the protection of the quality and supply of freshwater resources through integrated management of such resources, including concrete proposals for action, as well as identification of sources of funding and of responsible bodies for follow-up, and requests the Secretary-General of the Conference to follow closely this work and to report on progress to the Preparatory Committee at its third session.

1/ Report of the United Nations Water Conference, Mar del Plata, 14-25 March 1977 (United Nations publication, Sales No. E.77.II.A.12), chap. I.

-17-

Environmentally sound management of wastes, particularly hazardous wastes, environmentally sound management of toxic chemicals and prevention of illegal traffic in toxic and dangerous products and wastes

I

ENVIRONMENTALLY SOUND MANAGEMENT OF WASTES, PARTICULARLY HAZARDOUS WASTES

1. The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development requests the Secretary-General of the Conference, drawing in particular upon the views expressed at the first session of the Preparatory Committee and upon the expertise available in the United Nations Environment Programme and all other relevant bodies, and taking into account all relevant paragraphs of General Assembly resolution 44/228 of 22 December 1989, to submit to the Preparatory Committee at its second session a progress report with recommendations for action covering the following areas:

(a) The development of an international strategy for environmentally sound management of hazardous wastes, giving priority to waste reduction at source, including the aim of self-sufficiency and taking into account the needs of developing countries;

(b) Measures to strengthen international, regional and subregional co-operation, taking account, inter alia, of the relevant provisions of the Basel Convention on the Transboundary Movement of Hazardous Wastes and their disposal, including exchange of information, training and technical assistance, in particular to developing countries, and measures to encourage, where appropriate, harmonization of standards for waste disposal;

(c) Education, public awareness and training programmes on the management of wastes;

(d) Development and dissemination of information on and promotion of clean production technologies and recycling and source reduction methods in order to achieve optimal utilization of resources and minimal amounts of wastes and pollution;

(e) Identification, analysis and assessment of the impact of the treatment and disposal of wastes, particularly hazardous wastes, on health and the environment and methods used to those ends;

(f) Review and analysis of problems encountered in the ratification of the Basel Convention and measures to be taken to solve these problems, taking into account, where appropriate, the positions of regional groups on this question;

(g) Progress achieved in the preparation of protocols under the Basel Convention, particularly the protocol on liability and compensation for damage resulting from the transboundary movement and disposal of hazardous wastes,

(h) Measures to monitor and control the transboundary movement of hazardous wastes, particularly where such movements affect developing countries and, where appropriate, regions,

(i) Strengthening the monitoring and control of international movements of hazardous wastes, including the feasibility of adopting a world-wide ban on the export of hazardous wastes to developing countries, taking account of the competence of relevant organizations and bodies of the United Nations system,

(j) The need for strengthening the International Atomic Energy Agency guidelines on international movements of radioactive wastes, including the feasibility of adopting a world-wide ban on the export of radioactive wastes to developing countries, taking into account the exclusive competence of the International Atomic Energy Agency,

(k) Measures to strengthen the capabilities of developing countries in enforcing regulations concerning the management of hazardous wastes and that of radioactive wastes,

(l) Measures for human resources development and the establishment of indigenous technologies in the developing countries in areas concerning the management and treatment of wastes, particularly hazardous wastes,

(m) Comprehensive review of solid waste and sewage-related issues, particularly in the light of the consequences of increasing urbanization and industrialization,

(n) Comprehensive report on existing difficulties encountered by developing countries in funding human waste treatment facilities and suggestions regarding ways and means of overcoming them,

(o) Greater participation of industry in waste prevention and minimization programmes, including the application of clean technologies,

(p) Measures to strengthen international co-operation for waste treatment and disposal, including, as appropriate, the establishment of regional waste treatment, analysis and disposal facilities, in particular for hazardous wastes, in those cases where such facilities may not be economically practicable on an individual national basis, taking into account the need for assistance to the developing countries in this regard.

2. The Preparatory Committee invites the Director General of the International Atomic Energy Agency to make available to the Secretary-General of the Conference the Code of Practice on the International Transboundary Movement of Radio Active Waste and available technical information on the management and disposal of radioactive wastes.

3. The Preparatory Committee invites the United Nations Environment Programme, in co-operation with the Food and Agriculture Organization of the United Nations, the World Health Organization, the United Nations Industrial Development Organization and other relevant organizations, to consider preparing elements for an international strategy for environmentally sound management of hazardous wastes, bearing in mind the provisions of the Basel Convention and taking fully into account the elements in paragraph 1 above, as well as the views of the Preparatory Committee, and requests the Secretary-General of the Conference to follow this work and report on it to the Preparatory Committee at its third session.

II

ENVIRONMENTALLY SOUND MANAGEMENT OF TOXIC CHEMICALS

4. The Preparatory Committee requests the Secretary-General of the Conference, drawing in particular upon the views expressed at the first session of the Preparatory Committee and upon the expertise available in the United Nations Environment Programme and all other relevant bodies, and taking into account all relevant paragraphs of General Assembly resolution 44/228, also to cover in the report requested in paragraph 1 of the present decision the following areas:

(a) Measures to strengthen the London Guidelines for the Exchange of Information on Chemicals in International Trade 1/ and the International Code of Conduct on the Distribution and Use of Pesticides;

(b) Modalities for supplementing the London Guidelines, including the possible elaboration of a convention in due course;

(c) The wider applicability of the "cradle to grave" approach to the production, use and disposal of chemicals, including risk reduction and the promotion of clean technologies, taking into account decision SS.II/9 of 3 August 1990, section XII, of the Governing Council of the United Nations Environment Programme;

(d) The possible development of a mechanism for management of chemicals similar to the Codex Alimentarius;

(e) Measures to encourage the harmonization of testing, evaluation, classification and labelling of chemicals;

(f) Methods to promote sustainable agriculture, particularly with respect to integrated pest management, which seeks to decrease overdependence on agro-chemicals;

1/ UNEP/GC.15/9/Add.2/Supplement 3 and Corr.1, appendix.

- 20 -

(g) Assistance to developing countries in the monitoring, assessment, prevention and mitigation of chemical accidents, particularly in the context of the APPELL (Awareness and Preparedness for Emergencies at the Local Level) project of the United Nations Environment Programme;

(h) Measures to strengthen information exchange mechanisms, with special attention to the needs of developing countries, including the introduction of prior consent procedures of the London Guidelines and the International Code of Conduct on the Distribution and Use of Pesticides, with special attention to the needs of developing countries;

(i) Measures to promote public awareness and education on chemical risks and management, including action by non-governmental organizations;

(j) Measures for the training and development of human resources and the establishment and development of endogenous technologies in areas related to the management of toxic chemicals from an environmental and developmental standpoint.

III

ILLEGAL INTERNATIONAL TRAFFIC IN TOXIC AND DANGEROUS PRODUCTS AND WASTES

5. The Preparatory Committee requests the Secretary-General of the Conference to submit to the Preparatory Committee at its second session a report on the implementation of General Assembly resolution 44/226 of 22 December 1989, concerning the monitoring and control, at the regional and international levels, of the international traffic in toxic and dangerous products and wastes.

- 21 -

DRAFT PROVISIONAL AGENDA FOR THE SECOND SESSION OF THE WORKING GROUP I

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development approves the following draft provisional agenda for the second session of Working Group I, in accordance with the resolution adopted by the Preparatory Committee at its organizational session, in particular paragraphs 8 and 9: 1/

1. Protection of the atmosphere:
 - (a) Climate change,
 - (b) Ozone depletion, 2/
 - (c) Transboundary air pollution. 2/
2. Land resources:
 - (a) Deforestation,
 - (b) Soil loss,
 - (c) Desertification and drought.
3. Conservation of biological diversity.
4. Environmentally sound management of biotechnology. 2/
5. Consideration of the draft report of the Working Group.
6. Provisional agenda for the third session of the Working Group.

1/ See A/44/48 and Corr.1 and 2, chapter V. Paragraph 8 reads as follows:

"8. Decides, in fulfilling their mandates in accordance with General Assembly resolution 44/228, that each of the two working groups should ensure an integrated approach to environment and development questions, taking into account matters such as the patterns of consumption and production, access to and transfers of environmentally sound technology, financial resources requirements, human resources development, economic instruments, attainment of food security in the context of a sustainable development of agriculture, institutional arrangements, the improvement of the living and working environment of the poor in urban slums and rural areas, through eradicating poverty, inter alia, by implementing integrated rural and urban development programmes, as well as taking other appropriate measures at all levels necessary to stem the degradation of the environment, protect human health conditions and improve the quality of life."

2/ It is expected that substantive discussion of this item will take place at the third session of the Preparatory Committee.

-22-

DRAFT PROVISIONAL AGENDA FOR THE SECOND SESSION OF THE WORKING GROUP II

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development approves the following draft provisional agenda for the second session of Working Group II, in accordance with the resolution adopted by the Preparatory Committee at its organizational session, in particular paragraphs 8 and 9: 1/

1. Protection of the oceans and all kinds of seas, including enclosed and semi-enclosed seas, and coastal areas and the protection, rational use and development of their living resources:
 - (a) Global aspects of marine pollution;
 - (b) Regional seas and coastal areas;
 - (c) Protection, rational use and development of living marine resources.
2. Protection of the quality and supply of freshwater resources: application of integrated approaches to the development, management and use of water resources.
3. Environmentally sound management of wastes, particularly hazardous wastes, and of toxic chemicals, as well as prevention of illegal international traffic in toxic and dangerous products and wastes:
 - (a) Environmentally sound management of wastes, particularly hazardous wastes;
 - (b) Environmentally sound management of toxic chemicals;
 - (c) Prevention of illegal international traffic in toxic and dangerous products and wastes.
4. Consideration of the draft report of the Working Group.
5. Provisional agenda for the third session of the Working Group.

1/ See A/44/48 and Corr.1 and 2, chapter V. Paragraph 8 reads as follows:

(same text as for WG I)

Comité préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur
l'Environnement et le Développement
Nairobi, 6 - 31 août 1990

Déclaration du Chef de la délégation suisse

Monsieur le Président,

La Suisse attend prioritairement de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement de 1992 l'amorce d'une stratégie internationale établissant progressivement un programme cohérent à long terme en faveur du développement durable de notre planète.

Pour ce faire, la communauté internationale doit adopter des solutions qui soient d'une part équitables et d'autre part compatibles avec un développement durable aux points de vue socio-politique, économique, financier et environnemental.

La mise en oeuvre d'une telle politique est l'affaire de tous. Vendredi dernier, par leur vote sur l'additionnalité, bien des pays industrialisés ont indiqué leur volonté de soutenir les efforts des pays en développement désireux d'assumer leur part dans la résolution des problèmes globaux d'environnement. Mais il revient aux pays en développement, comme aux pays industrialisés, d'adopter et surtout de mettre en oeuvre des politiques nationales. Les pays en développement ne doivent pas non plus attendre de l'aide au développement qu'elle se substitue à des tâches qui relèvent de leur responsabilité nationale.

Ainsi, Monsieur le Président, les préparatifs à la Conférence doivent contribuer à sensibiliser les gouvernements et les populations à la nécessité de mettre en oeuvre de telles politiques nationales. Il en va, en effet, non seulement de la qualité du développement, du degré souhaitable de mobilité, de la consommation d'énergie, mais aussi de l'accès aux ressources naturelles et leur utilisation ainsi que du frein à apporter à la croissance démographique.

- 2 -

Parmi les principes qui doivent guider la formulation de ces politiques de développement durable, figurent la participation de la population au processus de décision et à la mise en oeuvre de ces politiques, la répartition équitable des ressources ainsi que, dans toute la mesure du possible, l'internalisation des coûts externes liés à la protection de l'environnement. De telles politiques ne requièrent pas au premier chef des moyens financiers supplémentaires mais doivent refléter une ferme volonté politique et la capacité de la traduire par des actes. Dans ce domaine, les pays en développement sont souvent tributaires de l'aide extérieure et ont surtout besoin de renforcer leurs institutions nationales en vue d'élaborer et de mettre en oeuvre les mesures à prendre. Une telle consolidation des institutions est une condition préalable au succès d'une intégration fructueuse entre l'environnement et le développement. La Suisse y accorde une importance prioritaire dans sa coopération au développement notamment par le biais de la formation des responsables locaux.

A titre d'exemple de l'importance que revêt cette capacité institutionnelle, permettez-moi de rappeler, Monsieur le Président, que lorsqu'un pays n'est pas en mesure de protéger les zones riveraines des fleuves de l'exploitation agricole, leur érosion est souvent inévitable. De même, la désertification est presque inéluctable lorsque les institutions politiques et administratives ne sont pas en mesure d'imposer une limite aux nouvelles occupations des terres dans les régions semi-arides et arides.

Dans le cadre de sa coopération internationale dans les domaines de l'environnement et du développement, la Suisse soutient non seulement le renforcement d'institutions chez ses partenaires mais aussi la mise en oeuvre de leurs politiques en matière d'environnement. Là aussi, une des conditions préalables au succès est l'existence d'une véritable volonté politique et de programmes d'actions concrètes dans les pays récipiendaires.

- 3 -

La Suisse souhaite que les délibérations futures des groupes de travail du Comité préparatoire accordent une juste place aux politiques nationales et à leur renforcement. Par ailleurs, la pauvreté est à considérer comme un obstacle à des politiques de protection de l'environnement. Des mesures de développement globales appuyées par l'aide extérieure devrait par conséquent viser aussi à combattre la pauvreté.

La pleine participation des pays en développement est essentielle aux préparations de la Conférence de 1992 et à la Conférence elle-même. De même, il est important qu'ils soient en mesure d'élaborer leurs rapports nationaux. La Suisse, ensemble avec d'autres pays donateurs, est disposée à soutenir la participation de pays en développement à ce type de préparation en vue de la Conférence. A cet égard, nous souhaiterions que le Secrétariat nous fournisse des indications sur les besoins encourus.

Au delà du cadre strictement national, les problèmes globaux d'environnement ne peuvent être traités efficacement qu'au niveau multilatéral. La Session spéciale du Conseil d'administration du PNUE, la semaine passée, a bien démontré combien ces questions occupent aujourd'hui une place importante dans les préoccupations tant au niveau national qu'international. Or, un développement à long terme et assurant une gestion durable des ressources naturelles ne sera possible que si l'environnement est préservé et, notamment, si le climat ne varie que dans de faibles proportions et si l'extraordinaire diversité biologique que nous avons héritée de quatre milliards et demi d'années d'évolution est protégée.

La Suisse souhaite s'associer étroitement à l'élaboration de la convention sur le climat mondial et elle en soutient d'ores et déjà la préparation financièrement et matériellement. Elle rappelle aussi son intérêt pour que des protocoles additionnels soient négociés en particulier en vue de stabiliser puis de

- 4 -

réduire les émissions de gaz à effet de serre et en vue de répondre aux besoins financiers légitimes des pays en développement. Quant à la convention proposée sur la diversité biologique, elle revêt aussi une très grande importance et, dans ce domaine aussi, des progrès importants ont été enregistrés compte tenu de la complexité particulière du sujet. Au delà de ces deux problèmes la Suisse espère vivement que la Conférence de 1992 donnera une impulsion importante à la mise en oeuvre des instruments juridiques existants : nous pensons en particulier à la Convention sur les mouvements transfrontières des déchets dangereux.

Mon pays souhaite vivement que la Conférence de 1992 et l'ensemble de son processus préparatoire, tout en cherchant des solutions aux problèmes importants tels que transferts de technologie, protection de la propriété intellectuelle, aspects commerciaux et financiers ou encore la trilogie additionnalité - conditionnalité - capacité d'absorption, garde à l'esprit que son véritable mandat, est de créer les conditions favorables à un développement durable de notre planète qui soit en harmonie avec l'environnement.

Monsieur le Président,

Le rôle du Comité préparatoire et de son Secrétariat est de faire régulièrement le point sur l'état des négociations des différents instruments que devrait adopter la Conférence. Il devrait également fournir des lignes politiques pour la direction générale des débats et relancer, au besoin, certaines négociations.

- 5 -

Dès le début des travaux en vue de la Conférence, la Suisse a exprimé son intérêt en invitant le Secrétariat de la Conférence à se tenir à Genève. Elle le soutient matériellement et financièrement. Elle contribue aussi à financer la participation de représentants de pays en développement au processus de préparation de la Conférence et sera probablement en mesure d'accroître encore cet effort à l'avenir. Mon pays souhaite ainsi contribuer valablement à la recherche et à la mise en oeuvre des solutions à long terme que recherche la Conférence.

Je vous remercie de votre attention.

**General Assembly**

Distr.
LIMITED

A/CONF.151/PC/L.14
28 August 1990

Original: ENGLISH

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE
UNITED NATIONS CONFERENCE ON
ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT
First session
Nairobi, 6-31 August 1990
Agenda item 4

PROVISIONAL AGENDA FOR THE SECOND SESSION OF THE
PREPARATORY COMMITTEE

Draft provisional agenda for the second session

Note by the Secretariat

1. Adoption of the agenda and other organizational matters.
2. Preparations for the United Nations Conference on Environment and Development on the basis of General Assembly resolution 44/228 and taking into account other relevant General Assembly resolutions:
 - (a) Activities of the Conference secretariat;
 - (b) Recent actions of intergovernmental and other bodies of relevance to the preparatory process;
 - (c) Cross-sectoral issues;
 - (d) Reports of the Working Groups
3. Arrangements for future sessions of the Preparatory Committee.
4. Provisional agenda for the third session of the Preparatory Committee.
5. Adoption of the Preparatory Committee.

ANNEXE IV

Nairobi, 29. August 1990

UNO-Konferenz über Umwelt und Entwicklung (UNCED 92):
Vorbereitungskonferenz in Nairobi, 6.-31. August 1990

"Rapports des pays" im Hinblick auf UNCED '92

Gemäss Resolution 44/228 der UNO-Generalversammlung vom März 1990 (Teil II, Paragraph 11) sind alle Staaten eingeladen, als Beitrag zum UNCED-Vorbereitungsprozess einen Länder-Bericht ("national report") zu erstellen. Aus den Konferenz-Dokumenten und aus der Sitzung des UNCED-Vorbereitungskomitees vom 28. August 1990 zu diesem Thema lassen sich namentlich folgende Informationen zu den Berichten entnehmen:

1) Zweck der Länder-Berichte

- Primärer Zweck: Via die Berichte sollen die nationalen Erfahrungen im Bereich "Umwelt und Entwicklung" in den UNCED-Prozess einfliessen.

- Nebenzweck: Die Ausarbeitung der Berichte durch die Staaten soll zu deren Sensibilisierung für die Notwendigkeit der Integrierung von Umweltschutz und Entwicklung beitragen. Insofern wird ein Lern-Prozess innerhalb der Staaten und eine Stärkung der Institutionen angestrebt.

2) Inhalt der Berichte

Die Staaten bestimmen im Prinzip frei über den Inhalt ihres Berichts. Im Interesse einer möglichst weitgehenden Uniformität und Vergleichbarkeit der Berichte hat das UNCED-Sekretariat Richtlinien für deren Ausarbeitung vorgeschlagen: Dokument A/CONF.151/PC/8. Die Richtlinien fanden in Nairobi die Zustimmung des Komitees, allerdings unter Anbringung einiger Aenderungen. Eine revidierte Fassung der Richtlinien wird in Kürze erhältlich sein. Die Richtlinien sind zwar rechtlich unverbindlich; als Ausdruck eines Konsenses der Staaten verdienen sie aber dennoch Beachtung.

Gemäss den Richtlinien soll ein Länder-Bericht folgende Themen behandeln:

- Situation und Tendenzen der nationalen Entwicklung
(= wirtschaftliche und demographische Entwicklung, Einkommens- und Vermögensverteilung) sowie deren Einfluss auf die Umwelt.
Identifikation der die Umwelt betreffenden Probleme.
- Ziele der Entwicklung des Landes unter Berücksichtigung des Umweltschutzes und der "sustainability" der Entwicklung.
- Politik, rechtliche und institutionelle Massnahmen sowie Programme und Projekte des Landes im Bereich "Umwelt und Entwicklung".
- Internationale Massnahmen.

Während der Behandlung der Richtlinien des UNCED-Sekretariats im Plenum des Vorbereitungskomitees wurde deutlich unterstrichen, dass die "rapports des pays" keinesfalls Umwelt-Berichte sein sollen, sondern Berichte über die Verbindung von Entwicklung und Umwelt. Es ist zu erwarten, dass die Entwicklungsländer dem Thema "Armut als Ursache der Umweltzerstörung" breiten Raum gewähren

3) Mit der Ausarbeitung der Berichte zu betrauende nationale Instanzen

Die Richtlinien des UNCED-Sekretariates empfehlen die Schaffung eines Komitees oder einer Arbeitsgruppe; Mitglieder dieses Gremiums könnten neben staatlichen Instanzen aller Ebenen auch Vertreter von Industrie, Gewerkschaften, Wissenschaft, Konsumenten usw. sein.

4) Umfang der Berichte

Gemäss einer sehr unverbindlichen Angabe, die der UNCED-Generalsekretär im Verlaufe der Sitzung des Komitees machte, ist ein Umfang von rund 100 Seiten anzuvisieren. Detaillierte Informationen zu bestimmten Themen sollen in Anhängen zum Bericht aufgeführt werden.

5) Termin für die Ablieferung der Länder-Berichte an das UNCED-Sekretariat

Damit die Berichte einen möglichst grossen Einfluss auf UNCED 92 und deren "follow up" (insbesondere auf die "Agenda 21") haben, ist eine speditive Ausarbeitung der Länder-Berichte erforderlich. Das UNCED-Sekretariat braucht genügend Zeit, um die Berichte zuhanden des dritten UNCED-Vorbereitungstreffens im August 1991 zu analysieren und eine Synthese der Berichte in Form eines Kompendiums zu erstellen. Eine erste Analyse und Synthese sollte sogar bereits zuhanden des zweiten Vorbereitungstreffens vom März 1991 möglich sein. Wunschtermin des UNCED-Sekretariates ist somit Anfang 1991. Länder, die diesen Termin nicht einhalten können, sind gebeten, wenigstens einen vorläufigen Bericht (evtl. die Zusammenfassung des Berichts) abzuliefern. Spätester Termin ("dead line") ist Mitte 1991.

6) Unterstützung der Entwicklungsländer im Hinblick auf die Erstellung der Länder-Berichte

Das UNCED-Sekretariat wird den Entwicklungsländern in Zusammenarbeit mit dem UNO-Entwicklungsprogramm (UNDP) sowohl finanzielle als auch technische Unterstützung anbieten (vgl. den diesbezüglichen Beschluss des UNDP-Verwaltungsrates). An der Vorbereitungskonferenz von Nairobi hat die Gruppe der 77 ihrem Interesse an solchen Hilfeleistungen Ausdruck gegeben. Das UNCED-Sekretariat ruft die Industriestaaten auf, Beiträge zu leisten. Diese können multilateral oder bilateral erfolgen. (Schweden hat dem UNCED-Sekretariat bereits einen Beitrag von 3 Mio. Dol. zugesagt.)

BEMERKUNG

Für die Wahl des multilateralen Weges für die technische Hilfe an die Entwicklungsländer bei der Erstellung ihrer Länder-Berichte sprechen namentlich drei Gründe:

- . Die technische Hilfe sollte auf einheitliche Art erfolgen. Die Einheitlichkeit wird am besten gewahrt, wenn die Hilfe bei einer einzigen Instanz (UNDP) zentralisiert ist.
 - . Die Erarbeitung des "know-how" der Helfer auf diesem Gebiet ist aufwendig. Eine Zentralisierung der Hilfe beim UNDP minimiert diesen Aufwand.
 - . Die gesetzten Termine lassen kaum genügend Zeit, eine bilaterale Hilfe auf die Beine zu stellen.
-

Original direkt weitergeleitet

DIRECTION DES ORGANISATIONS
INTERNATIONALES
o.713-845.2(1) - DUC/BAN

3003 Berne, le 12 septembre 1990

Note aux ambassades de Suisse

Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
(Rio de Janeiro, 1-12 juin 1992): première session du Comité préparatoire

Nous vous prions de trouver ci-joint le rapport de la délégation suisse à la réunion sus-mentionnée, qui s'est tenue à Nairobi du 6 au 31 août 1990.

Le rapport décrit brièvement l'atmosphère dans laquelle les débats se sont déroulés et fournit les textes des 19 décisions substantielles qui ont été négociées et adoptées. Certaines ont des portées économiques et politiques potentiellement considérables.

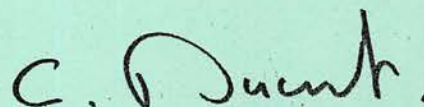
Nous attirons particulièrement votre attention sur le chapitre 5 intitulé "appréciation générale et implications pour la Suisse".

Vous le constaterez, la Conférence de 1992 est susceptible de marquer un pas important vers un redimensionnement progressif des relations Nord/Sud. Ce fait transparait particulièrement de l'importance que revêtent les questions horizontales dans les décisions qui ont été prises.

Il nous serait fort utile si vous pouviez, à l'avantage de vos contacts avec les autorités de votre (ou vos) pays d'accréditation, continuer à explorer les positions adoptées ou développées dans ce contexte et nous en informer. Du côté suisse, nous étudions la possibilité de mettre sur pied, au niveau national, une entité responsable des préparations pour la Conférence. Nous ne manquerons pas de vous tenir au courant de tout développement important.

Nous saisissons cette occasion pour remercier sincèrement les nombreux postes qui nous ont fourni des renseignements en prévision de la première session du Comité préparatoire. Qu'ils soient assurés que ces éléments nous ont été précieux lors des négociations du mois d'août à Nairobi.

Section des affaires internationales de
l'environnement



Claude-G. Ducret

copies:

KJP, HO, GWB, CD

06.13. Sep. 90 - 16



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

o.713-845.2(1) - DUC/D0

Bitte dieses Zeichen in der Antwort wiederholen
Prière de rappeler cette référence dans la réponse
Pregasi rammentare questo riferimento nella risposta

.3003 Berne, le 7 septembre 1990

Note aux destinataires indiqués
sur la liste ci-jointe

**Conférence des Nations Unies sur l'environnement
et le développement (Rio de Janeiro, 1-12 juin 1992):
première session du Comité préparatoire**

Nous vous prions de trouver ci-joint le rapport de la délégation suisse à la réunion sus-mentionnée et qui s'est tenue à Nairobi du 6 au 31 août 1990.

Il ne fait actuellement aucun doute que la Conférence de 1992 va marquer un pas vers une redéfinition progressive des relations Nord/Sud.

Le rapport décrit brièvement l'atmosphère dans laquelle les débats se sont déroulés et fournit les textes des 19 décisions substantielles qui ont été négociées et adoptées. Certaines ont des portées économiques et politiques potentiellement considérables.

Nous attirons particulièrement votre attention sur le chapitre 5 intitulé "appréciation générale et implications pour la Suisse".

DIRECTION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

W. Gyger



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
 FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
 DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI
 o.713-845.2(1) - DUC/DO

Bitte dieses Zeichen in der Antwort wiederholen
 Prière de rappeler cette référence dans la réponse
 Pregasi rammentare questo riferimento nella risposta

3003 Berne, le 7 septembre 1990

DFI: Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage

- Affaires internationales
- Division principale Protection de la nature et du paysage
- Institut suisse de météorologie

DFF: Administration fédérale des finances

DFEP: Office fédéral des affaires économiques extérieures

- Service du développement
- Secrétariat des normes
- Division des importations et des exportations

DFTCE: Office fédéral de l'énergie

DFAE: Direction politique

Direction des Organisations internationales

- Direction
- Section ONU
- Section affaires scientifiques internationales

Direction du droit international public

Direction de la coopération au développement et de l'aide
 humanitaire